

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATEM COURAGE

17 rue de la Garenne
27530 Croth

Références : UBDEO_ERC_2025_03_80
Code AIOT : 0005800474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement ATEM COURAGE implanté 17, Rue de la Garenne 27530 Croth. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEM COURAGE
- 17, Rue de la Garenne 27530 Croth
- Code AIOT : 0005800474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ATEM COURAGE exploite une activité de traitement de surfaces dans la commune de

Croth. A ce titre, la société est soumise à la rubrique IED 3260 - activité de traitement de surface.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Informations produits	Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Autorisation Trioxyde de chrome	Règlement européen du 18/12/2006, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 8.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Captation des gaz	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Connaissance de la chaîne d'approvisionnement	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Sans objet
5	Notification d'utilisateur en aval de trioxyde de chrome	Règlement européen du 18/12/2006, article 66	Sans objet
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à connaître son site, en maintenant à jour sa situation administrative et en actualisant la liste des produits et des substances utilisés accompagnée d'un état des stocks à jour. L'exploitant doit également être en mesure de justifier que les émissions atmosphériques au-dessus des bains (hors bain A1200 05) ne nécessitent pas d'être captées et épurées avant rejet à l'atmosphère.

L'inspection propose enfin mise en demeure en vue de remettre en état la ventilation captant les vapeurs du bain d'acide chromique "bain A1200 05 blanchiment acide 1288I" sous un délai d'un

mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La situation administrative du site est : Régime de l'autorisation pour les rubriques : 1111.2.b : substance très toxique ; 1131 : substance toxique ; 2565 1A : revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique, lorsqu'il y a mise en œuvre de cadmium ; 2565 2a revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique sans mise en œuvre de cadmium. Régime de la déclaration : 1131 1c : substance très toxique.
Constats : L'exploitant se fait accompagner par un prestataire extérieur pour la veille réglementaire des installations classées. En amont de la visite, le prestataire de l'exploitant a transmis un courriel précisant que l'installation relèverait du régime de l'autorisation pour la rubrique 3260 : traitement de surface et 4110 : toxicité aiguë catégorie 1 et sous le régime de la déclaration pour la rubrique : 4510 dangereux pour l'environnement et 4120 : toxicité aiguë de catégorie 2. L'exploitant a joint un fichier avec les produits utilisés sur son site justifiant la classification des produits dans les rubriques ICPE. Le fichier se dénomme « inventaire et classement 2016 ». Le prestataire de l'exploitant a précisé que la réactualisation de la situation administrative avait été réalisée depuis 2016, mais sans pouvoir préciser la dernière date de réactualisation. En complément de la rubrique 3260, l'inspection informe l'exploitant que l'installation est également soumise au régime de l'enregistrement pour l'activité de revêtement métallique ou traitement de surface avec mise en œuvre de cadmium (rubrique 2565.1a). Pour les installations classables au titre de la rubrique 2565, l'ensemble du volume utile des cuves des chaînes de traitement de surface (hors cuves de rinçage) est à prendre en considération pour classer l'installation au titre de la rubriques 2565-1. Concernant la rubrique 3260, l'exploitant doit être vigilant car les autres opérations de traitement, par exemple le nettoyage et le dégraissage, n'entrent pas dans les critères de classement de la rubrique 3260 : elles sont à classer au titre de la rubrique 2565. L'inspection a constaté que la totalité des rubriques ICPE n'étaient pas identifiées dans le tableau « inventaire et classement 2016 ». Pour exemple, le produit Metex stripper NC 290 B, la mention de danger H228 a été identifiée : ce produit doit ainsi être classé sous la rubrique ICPE 1450. Lors des commandes des produits ou des substances, les fiches de données de sécurité ne sont pas toujours transmises par les fournisseurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 2 mois :

- d'actualiser son fichier de l'inventaire des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation ;
- de définir la quantité maximale des substances pouvant être stockées sur le site ;
- de récupérer les dernières mises à jours des fiches de données de sécurité ;
- de recenser les propriétés dangereuses au sens du règlement européen CLP« *Classification, Labelling, Packaging* » (notamment à travers les mentions de dangers) ;
- de déterminer les rubriques ICPE correspondantes.

Si un produit est visé par plusieurs rubriques ICPE, le classement s'effectue :

- si le produit est une substance nommément désignée par une des rubriques de la nomenclature des ICPE, en priorité dans une rubrique 47xx ou 48xx voire 27xx (déchets) ;
- sinon dans une rubrique générique (4100 à 4699). On retiendra alors celle présentant les seuils hauts les plus sévères, c'est-à-dire les plus bas.

En cas d'égalité des seuils hauts des rubriques visées, la substance (ou le mélange dangereux) est classée dans la rubrique présentant respectivement et, en cas d'égalité, par ordre de priorité décroissante

1. le seuil bas Seveso le plus bas ;
2. le seuil d'autorisation le plus bas ;
3. le seuil d'enregistrement le plus bas ;
4. le seuil de déclaration le plus bas.

L'exploitant peut se référer au guide technique d'application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de l'Inéris (mise à jour de janvier 2020).

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit communiquer la situation administrative du site à l'inspection en tenant compte des étapes pré-citées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Informations produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement, y compris les stocks de ces substances (nature, état physique et quantité, emplacements), en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est constamment tenu à jour.</p> <p>La somme des quantités présentes par rubriques de classement en est établie, ainsi que la somme des q/Q telle que définie par l'arrêté Seveso II du 10 mai 2000.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations (substances, bains, bains usés, bains de rinçage, ...), en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p>
<p>Constats :</p> <p>A partir des données du fichier « inventaire et classement 2016 » reprenant les mentions de danger des différents produits utilisés par l'exploitant ainsi que les numéros CAS, l'inspection n'a pas retrouvé de substances extrêmement préoccupantes (dites <i>SVHC</i>) annexées à l'annexe 14 du règlement européen REACH à l'exception du trioxyde de chrome.</p> <p>L'exploitant utilise des produits contenant des substances présentant des mentions de danger CMR (Cancérigène, Mutagène, Toxiques pour la reproduction).</p> <p>Comme pour le point précédent, l'exploitant rappelle qu'il ne reçoit pas forcément, lors de chaque commandes, les fiches de données de sécurité associées aux produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de récupérer les dernières mises à jours des fiches de données de sécurité,

<p>- de recenser les propriétés dangereuses au sens du règlement européen CLP « <i>Classification, Labelling, Packaging</i> » (notamment à travers les mentions de dangers) ;</p> <p>Suite à l'analyse des données précédentes, des produits de substitution doivent être recherchés afin de substituer les substances classées comme CMR de manière avérée (catégorie 1A : avérée à partir de données humaines, catégorie 1B : avérée à partir de données animales). En cas d'impossibilité technique, la société ATEM COURAGE doit pouvoir justifier des tentatives effectuées et les résultats de ces investigations doivent être consignés dans le document unique. Pour le trioxyde de chrome, l'obligation de substitution est encadrée via le processus d'autorisation REACH.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Connaissance de la chaîne d'approvisionnement

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, En trioxyde de chrome
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogée sur la liste des substances et fournisseurs en trioxyde de chrome (substance extrêmement préoccupante et inscrite à l'annexe XIV du règlement européen REACH au titre des substances soumises à autorisation), la société ATEM COURAGE précise qu'elle réceptionne la substance trioxyde de chrome (CAS n° 1333-82-0) uniquement en mélange de la part de la société PARANT MICHAUX FILTRIN (93). Les dernières réceptions datent respectivement du 22 août 2024 (bon de livraison BL0027601) et du 2 janvier 2025 (BL0028751) : elles concernaient chacune une livraison de 25 litres de mélange.</p> <p>Interrogée ultérieurement par l'inspection des installations classées, le fournisseur PARANT MICHAUX FILTRIN précise qu'il est lui même :</p> <ul style="list-style-type: none"> . soit approvisionné en mélange contenant le trioxyde de chrome par la société MacDermid Performance Solutions France SAS (lorsque la société PARANT MICHAUX FILTRIN n'est qu'un simple distributeur du mélange). . soit approvisionné en substance trioxyde de chrome par la société A.M.P.E.R.E. INDUSTRIE (95) lorsque la substance est ajoutée à d'autres pour formuler un mélange fourni à la société ATEM COURAGE. <p>Pour ce qui concerne les enregistrements REACH de la substance trioxyde de chrome et en qualité d'utilisateur en aval, la société ATEM COURAGE est donc "couverte" par les enregistrements visés en partie confidentielle du rapport.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autorisation Trioxyde de chrome

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56
Thème(s) : Produits chimiques, Dans la chaîne d'approvisionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :</p> <p>[..]</p> <p>c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte; ou</p> <p>d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ;</p> <p>2. Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ATEM COURAGE est un utilisateur en aval de la substance trioxyde de chrome (CAS n° 1333-82-0) qui n'a pas formulé de demande d'autorisation REACH en son nom propre. Elle ne peut donc s'appuyer que sur les autorisations REACH délivrées par la commission européenne dans la chaîne d'approvisionnement (en amont) ou sur les demandes d'autorisation REACH (sous réserve que les usages de trioxyde de chrome de la société ATEM COURAGE soient compris dans le périmètre des usages de la demande d'autorisation ou de l'autorisation par la commission européenne).</p> <p>Le consortium CTAC d'utilisateurs multisectoriels du chrome (auquel étaient affiliées les sociétés MAC DERMID ENTHONE GmbH et POLYCHROME HOLDING B.V.) avait obtenu une autorisation en date du 18 décembre 2020 (décision d'exécution C (2020) 8797, incluant notamment les autorisations REACH/20/18/26 et REACH/20/18/27 pour le traitement de surface [à l'exception de la passivation de l'acier étamé (étamage électrolytique - ETP)] pour des applications dans les secteurs de l'architecture, de l'automobile, de la métallurgie et de la finition des métaux ainsi qu'en ingénierie générale, sans lien avec le chromage fonctionnel ou le chromage fonctionnel à caractère décoratif. Cette décision d'exécution ayant été annulée par la cour de justice européenne (par un arrêt du 20 avril 2023), le dossier se retrouve de facto dans la même position que celle lorsque les demandeurs ont soumis leur demande avant la date limite d'introduction d'une demande d'autorisation : demandeurs et industriels couverts par cette demande peuvent continuer leurs usages de trioxyde de chrome jusqu'à ce que la Commission européenne adopte une nouvelle décision sur la demande du consortium CTAC Sub2 (sous-groupe des entreprises membres du premier consortium CTAC) déposée en février 2024. La nouvelle demande d'autorisation REACH du consortium CTAC Sub 2 (incluant les demandeurs MAC DERMID ENTHONE GmbH et POLYCHROME HOLDING B.V.) concerne des usages essentiels du trioxyde de chrome pour un large groupe de 299 industriels utilisateurs en aval.</p> <p>La société ATEM COURAGE n'a pas été en mesure, durant l'inspection, de justifier que ses usages de trioxyde de chrome sont couverts par les usages inscrits dans la demandes d'autorisation susmentionnée du consortium CTAC Sub 2 (NON CONFORMITÉ).</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société ATEM COURAGE doit donc justifier à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois, que ses usages de trioxyde de chrome sont couverts par les usages des demandes d'autorisation des sociétés MAC DERMID ENTHONE GmbH et POLYCHROME HOLDING B.V. de février 2024 portant les identifiants 0364-1 à 0364-12 et consultables à l'adresse https://www.echa.europa.eu/fr/web/guest/applications-for-authorisation-previous-consultations?p_p_id=viewsubstances_WAR_echarevsubstanceportlet&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&_viewsubstances_WAR_echarevsubstanceportlet_cur=1&_viewsubstances_WAR_echarevsubstanceportlet_delta=50&_viewsubstances_WAR_echarevsubstanceportlet_orderByCol=synonymDynamicField_1512&_viewsubstances_WAR_echarevsubstanceportlet_orderByType=desc.</p> <p>Dans le cas contraire, la société ATEM COURAGE doit soit cesser (sans délai) l'utilisation de trioxyde de chrome, soit choisir des fournisseurs de trioxyde de chrome dont les demandes d'autorisation couvrent ses usages.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Notification d'utilisateur en aval de trioxyde de chrome

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66
Thème(s) : Produits chimiques, Notification à l'ECHA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.</p> <p>A savoir (article 56, paragraphe 2) :</p> <p>Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La décision d'exécution C (2020) 8797 en date du 18 décembre 2020 ayant été annulée (cf. point de contrôle précédent), la société ATEM COURAGE n'a plus à notifier son statut d'utilisateur en aval de trioxyde de chrome à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) dans les 3 mois suivant la première livraison de trioxyde de chrome.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société ATEM COURAGE devra veiller à réaliser cette notification (dans les 3 mois suivant la première livraison), une fois les sociétés MAC DERMID ENTHONE GmbH et POLYCHROME HOLDING B.V. détentrices de l'autorisation REACH au titre du consortium CTAC Sub 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, [...]
Constats : Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant l'état des stocks des 2 produits suivants (il s'agit de mélanges) : - Passivation Kadacid blanc, - Enthox base CR. L'état des stocks présenté par l'exploitant indique 75 kg (3 bidons de 25kg) de Passivation Kadacid blanc et 50 kg de Enthox Base CR (2 bidons de 25kg). L'inspection a constaté, lors de la visite, que l'état des stocks de l'exploitant est erroné. En effet, la quantité de mélange Passivation Kadacid blanc disponible sur le site est de 25 kg. Pour le mélange Enthox base CR, les quantités relevées de l'état des stocks correspondaient à la quantité de produit stockée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour, l'état des stocks des produits stockés dans un délai de 2 mois. Il est de la responsabilité de l'exploitant de tenir constamment à jour son état des stocks. Celui ci peut-être demandé en cas d'accident, d'incident, ...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Captation des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des gaz
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
Constats :

<p>Lors de la visite, l'inspection a senti de fortes odeurs de produits chimiques au sein des ateliers de traitement de surface. Il est demandé à l'exploitant de justifier que les émissions atmosphériques émises au-dessus des baignoires ne nécessitent pas d'être captées et épurées avant rejet à l'atmosphère.</p> <p>L'inspection a constaté que la canalisation de rejet récupérant les vapeurs d'un des baignoires d'acide chromique "bain A1200 05 blanchiment acide 1288l" est coupée. La totalité des vapeurs ne sont plus collectées vers l'extérieur. Des émissions diffuses restent au sein de l'atelier de traitement de surface.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier, dans un délai de 2 mois, que les émissions atmosphériques au-dessus des baignoires (hors bain A 1200 05) ne nécessitent pas d'être captées et épurées avant rejet à l'atmosphère.</p> <p>La ventilation du bain d'acide chromique "bain A1200 05 blanchiment acide 1288l" doit être remise en état sous un délai d'un mois. L'inspection propose de mettre en demeure de la société ATEM COURAGE sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un tuyau de vidange du bain "zinc 022, dégraissage électro, type alcalin, V=2400l" déborde et a colmaté à l'extérieur de la canalisation. Ce bain est sur la ligne de la chaîne cadre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le tuyau de vidange du bain zinc "022, dégraissage électro" doit être nettoyé sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>